



Budget 2026 : une école publique abandonnée

Le projet de budget pour 2026, dévoilé le 14 octobre, confirme la poursuite d'une politique d'austérité qui frappe de plein fouet les services publics et leurs agent·es. Il ne répond ni aux attentes de la population, ni à l'exigence de justice sociale, fiscale et environnementale, exprimées dans la rue ces dernières semaines.

Dans le prolongement des années précédentes, le budget consacré à l'éducation, corrigé de l'inflation, affiche une baisse. Bien loin des investissements nécessaires pour hisser la France à la hauteur des comparaisons internationales.

Les écoles bénéficieront de 1 615 postes supplémentaires à la rentrée. Cette hausse "en trompe-l'oeil", liée à la réforme du recrutement et de la formation initiale, cache en réalité la suppression de 1 891 postes de titulaires au profit de postes de stagiaires. Ce sont sur les enseignantes et enseignants en formation que reposeront les moyens d'enseignement créés à la rentrée, au détriment de la qualité de la formation initiale.

La baisse de la démographie scolaire sert une nouvelle fois d'argument à la suppression de postes dans les écoles. Pour la FSU-SNUipp, elle doit permettre au contraire de conserver des postes pour donner un nouveau souffle au service public d'éducation, au moment où la France est montrée du doigt pour ses effectifs élevés par classe et pour l'accroissement des inégalités scolaires. Il est urgent d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, en permettant à l'Ecole de disposer de moyens pour fonctionner autrement.

Enfin, les personnels restent les grands oubliés. Après une année blanche salariale, le gouvernement confirme le gel du point d'indice pour 2026. Cela pèse sur l'attractivité du métier et compromet le recrutement, comme en témoignent les milliers de candidat·es manquant aux concours. Aucune mesure n'est prévue non plus pour les AESH.

La FSU-SNUipp dénonce ce budget qui laisse le primaire en panne. Il est urgent que l'école bénéficie d'un vrai budget. Elle appelle les personnels, les parents d'élèves et l'ensemble de la communauté éducative à s'informer, débattre et construire ensemble les mobilisations nécessaires pour faire de l'école publique une véritable priorité, à la hauteur des enjeux sociaux et démocratiques du pays.

Paris, le 15 octobre 2025